

Le démantèlement des réacteurs graphite gaz est déjà une longue histoire ; au commencement, au cours de la décade 1960, leur construction est une parfaite illustration de la boutade de François 1<sup>er</sup> : « Si l'on se préoccupait de l'achèvement des choses, on n'entreprendrait jamais rien ! ». En effet, rien, mais vraiment rien, n'est prévu pour leur fin de vie, c'est cadeau aux générations futures ! Il faut produire de l'électricité...et du plutonium pour la force de frappe atomique. L'arrêt des réacteurs intervient en 1990-1992, on extrait le combustible et laisse en place les empilements de graphite irradié pour au moins 50 ans en bénéficiant ainsi de la décroissance radioactive. Au tournant de l'an 2000, changement de pied, c'est le démantèlement « immédiat » pour bénéficier d'une bonne mémoire de l'installation et apporter la preuve d'une maîtrise complète de la filière nucléaire. Un décret de démantèlement est préparé sur la base de l'extraction sous eau du graphite et des structures internes métalliques supérieures,...L'ANDRA doit offrir le stockage pérenne des déchets, notamment le graphite, d'ici 2013. Enquête publique en 2007 avec avis favorable de la CLI pour le démantèlement sans attendre ; toutefois la CLI s'inquiète de la destination des déchets et du traitement des milliers de m3 d'eau qui ne manqueront pas d'être pollués. Le décret est publié en 2010. EDF se dit prête à entreprendre les travaux à condition de disposer de l'accueil des déchets par l'ANDRA... qui échoue dans sa recherche d'un site d'accueil du graphite irradié, 2013 devient 2019 et plus encore ! 2017-2018, l'ASN met la pression et EDF dit renoncer à l'extraction sous eau pour l'effectuer à l'air avec robots, d'abord sur pilote industriel, puis sur pilote réel à Chinon, déconstruction des autres réacteurs à la suite, sous réserve de succès sur le pilote à Chinon. Cela pourrait nous conduire au 22<sup>ème</sup> siècle. Certains ont observé que ce grand décalage dans le temps permettait aussi à EDF de différer de lourdes charges financières. Il faudra un nouveau décret de démantèlement, cependant les travaux de déconstruction, en dehors des caissons de réacteurs, peuvent se poursuivre sur la base du décret de 2010. Madame Desroches, Messieurs Cloitre et Depauw me corrigeront si nécessaire.

Je retiens trois conditions nécessaires pour un démantèlement réussi :

1°) La fin de vie doit être pensée dès la construction, puis disposer d'une stratégie sûre et éprouvée pour démanteler (clairement, l'adage de François 1<sup>er</sup> s'applique mal à l'industrie nucléaire et la stratégie sous eau a été étudiée de façon trop optimiste ).

2°) La destination des déchets et matières du démantèlement doit être assurée.

3°) Le financement réaliste, provisionné et sécurisé !

Michel Eimer, VP de la CLI de St Laurent